

ANGOLA

Chaos à Luanda où les opérations de vote peinent à démarrer

«Ne créez pas de troubles !» lance un membre de la commission électorale angolaise, perché sur une camionnette bleue venue livrer tables, chaises et tentes, trois heures après l'ouverture prévue des bureaux de vote.

A peine le moteur coupé, un groupe d'agents électoraux se jettent sur cette précieuse cargaison devant une file de centaines d'électeurs, attendant plus ou moins patiemment à Samba, quartier populaire de la capitale, de pouvoir glisser leur bulletin dans l'urne, pour ce premier scrutin depuis 1992.

«Je suis arrivée à 4h30 pour être en tête de la file d'attente et pouvoir rentrer tôt chez moi», confie Suzana Idalina, 50 ans, qui a laissé ses petits-enfants enfermés à la maison parce que personne ne pouvait les garder.

«Fatiguée» par les délais, elle assure «rester calme». «Je vais attendre jusqu'à ce qu'il soit possible de voter, parce que, pour moi, c'est très important de pouvoir choisir l'avenir de mon pays».

Les dernières élections, organisées en 1992 par les Nations unies à la faveur d'une trêve pendant la guerre civile, «étaient bien organisées», se rappelle Suzana. «Mais aujourd'hui...», soupire-t-elle en lançant les yeux au ciel. «C'est le bordel», lance sans nuance et en français Felisberto Ferreira Pedro, 32 ans, avant d'enchaîner en por-

tugais : «Je suis accrédité pour servir d'agent électoral, on m'a dit de venir ici, mais on ne m'a pas donné de fonction, pas d'information, rien.»

Depuis la veille au soir, des dizaines d'Angolais, formés comme lui pendant une semaine pour assurer le bon déroulement des législatives, attendent en vain «sans dormir et sans manger» des informations qui n'arrivent pas.

Un d'eux montre la brochure qui leur a été remise pendant la formation : la première étape décrite, consacrée à l'accueil des électeurs, est accompagné d'un petit dessin avec une horloge affichant 7h.

Pourtant, trois heures plus tard, «nous n'avons pas les bulletins de vote, les listes des électeurs ni le reste du matériel», explique la directrice d'un bureau de vote, qui ne souhaite pas donner son nom. Et d'ajouter : «Nous n'avons pas d'informations, nous ne savons même pas combien de personnes sont censées voter ici.» Devant son bureau, les femmes se tressent les cheveux pour tuer le temps, d'autres attendent patiemment en ligne, les plus jeunes manifestent une certaine excitation.

«Je suis en colère», lance



Des élections historiques.

l'un d'eux à la cantonade. «Personne ne nous dit rien ! Mais je m'en fiche, je vais rester ici jusqu'à pouvoir voter.»

Les électeurs d'autres quartiers de la ville ont pu commencer à glisser leur bulletin dans l'urne, avec des retards variables d'un bureau à l'autre.

Dans le centre-ville à Maianga, malgré l'absence de listes électorales, les agents ont laissé les gens voter en notant leur numéro d'identité et en marquant leur doigt à l'encre indélébile. «Excitée», Iracema Antonio, une étudiante de 26 ans, attend son tour en confiant «ne pas avoir dormi de la nuit». «Cette élection est tellement importante

pour l'Angola», dit-elle en rappelant que le dernier scrutin s'était conclu par la reprise des combats qui ne se sont terminés qu'en 1992. Dans les provinces, les opérations de vote semblaient se dérouler un peu plus normalement. Mais les bureaux du bidonville de Cacucaco, où s'est rendu la chef de mission des observateurs européens, Luisa Morgantini, n'étaient pas plus organisés qu'à Samba.

«C'est un désastre», a lancé l'eurodéputée italienne. «L'efficacité que l'on avait constaté pendant la campagne, ne se voit plus sur le terrain. On n'a que de la confusion.»

Photo DR

ETATS-UNIS 200 manifestants anti-guerre interpellés à la convention républicaine

Quelque 200 manifestants opposés à la guerre ont été interpellés, jeudi soir, aux abords de la convention du Parti républicain à Saint Paul (Minnesota, nord), ont rapporté hier des médias américains. Au dernier jour de la convention, les manifestants ont essayé de se rendre au Xcel Energy Center à Saint Paul où étaient rassemblés les délégués du Parti républicain mais ils en ont été empêchés par des policiers anti-émeutes. Selon le *Minneapolis Star-Tribune*, lorsque, jeudi soir, les manifestants ont refusé de se disperser, la tension est montée. Les manifestants ont effectué un sit-in sur la voie publique à près d'un kilomètre et demi du centre où se tenait la convention. Les policiers ont alors interpellé 200 personnes dont une douzaine de journalistes venus couvrir l'événement. Le journal précise que les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes. Selon le *Los Angeles Times* citant le commandant Doug Holtz de la police de Saint-Paul, quelque 200 personnes ont été interpellées. Les manifestants avaient bien une autorisation de manifester mais elle expirait quelques heures avant le discours du candidat républicain John McCain, qui a formellement accepté jeudi soir sa désignation par le parti comme candidat à l'élection présidentielle américaine. John McCain, un partisan résolu de la guerre menée par les Etats-Unis en Irak, a vu son discours interrompu à plusieurs reprises par des manifestants brandissant des banderoles et scandant des slogans. Ils étaient parvenus à pénétrer dans le centre avant d'en être expulsés par le service d'ordre.

OURAGANS

Haïti demande une aide internationale d'urgence

Haïti, durement touché par les passages successifs des ouragans Gustav et Hanna, a demandé une aide internationale d'urgence, a indiqué, hier, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

«Haïti a demandé officiellement l'assistance internationale (...), c'est pourquoi l'ONU est en train de préparer un appel d'urgence international» pour récolter des fonds, a précisé la porte-parole d'OCHA, Elisabeth Byrs, lors d'un point de presse à Genève.

La Suisse a déjà promis une aide bilatérale de un million de francs suisses (625 000 euros) et l'Agence américaine USAID a alloué 100 000 dollars à la petite république des Caraïbes, selon OCHA.

La réouverture de l'aéroport de la capitale Port-au-Prince le 3 septembre a permis l'arrivée d'un groupe d'experts de l'ONU chargés d'évaluer l'ampleur des dégâts.

«Neuf des dix régions que compte Haïti sont sérieusement touchées en raison du double impact des tempêtes tropicales Gustav et Hanna», a encore souligné OCHA.

La ville la plus affectée est Gonaïves où les autorités dénombrent 250 000 sinistrés, selon l'organisation. Le Sénat a



Le bilan ne cesse de s'alourdir.

voté jeudi soir l'état d'urgence humanitaire pour cette ville, située à 152 km au nord de Port-au-Prince, sous les eaux après les inondations provoquées lundi et mardi par Hanna.

Devant la gravité de la situation, les agences humanitaires internationales renforcent leurs équipes sur place, a indiqué OCHA.

«La situation est encore plus compliquée en raison du nombre de régions touchées, et il est probable que l'impact à court et moyen terme sur la sécurité alimentaire sera considérable», s'est égale-

ment inquiété OCHA. Une inquiétude partagée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui estime qu'en raison des destructions agricoles, «la sécurité alimentaire est très compromise».

L'OIM a, pour sa part, réceptionné jeudi une aide de cinq tonnes comprenant des kits d'urgence et des bâches envoyée par l'OFDA, l'office américain chargé de l'assistance étrangère en cas de catastrophe.

Au moins 136 personnes ont été tuées par le passage d'Hanna, huit jours seulement après l'ouragan Gustav.

Photo : DR

BANGLADESH Un quart du pays est inondé et la situation va empirer selon les autorités

Un quart des terres du Bangladesh sont inondées en raison des pluies de la mousson en Asie du Sud et la situation empirera durant le week-end, ont prévenu, hier, les autorités locales.

Au total, 20 des 64 départements de ce pays enclavé dans le nord-est du sous-continent indien sont frappés par des inondations, a précisé le directeur du centre de prévision et d'alerte des inondations, Saiful Hossain. «Un quart du pays est inondé, ce qui est normal à cette époque de l'année, mais la situation s'aggrave et cela continuera au cours des deux ou trois prochains jours», a-t-il averti. «Les niveaux de 16 cours d'eau, sur les 45 que nous surveillons, sont au-dessus de la cote d'alerte», a-t-il dit, sans pouvoir préciser le nombre de personnes affectées. Le Bangladesh, dont une bonne partie du territoire se situe juste au niveau de la mer, est irrigué par 230 cours d'eau. Chaque année, entre juin et septembre, les pluies de la mousson qui s'abattent sur la région font déborder les rivières, submergeant au moins 20% des terres. En 2007, les inondations ont tué plus de 1 000 personnes et fait des millions de déplacés dans ce pays pauvre, dont 40% du territoire était sous les eaux.